

ROUGE FINISTÈRE

LE JOURNAL DU PCF

RUZ PEN AR BED



Rassemblement du 26 janvier au port du Fret sur la presqu'île de Crozon pour une politique de paix et de désarmement nucléaire avec les Prix Nobel de la paix japonais.

ÉDITO

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » disait Jaurès

Depuis l'invasion de l'Ukraine, la réélection de Donald Trump, le génocide à Gaza joint au nettoyage ethnique et à l'oppression coloniale en Cisjordanie, nous avons le sentiment que le monde a basculé dans une ère nouvelle. Nous vivons une époque marquée par le chaos, la violence et des périls mortels. Une époque où la rationalité, l'intérêt général humain, le droit international, les droits de l'homme, la sécurité collective, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi que les enjeux du climat, de la biodiversité et du développement durable, semblent ne plus peser bien lourd face au retour multiforme de l'impérialisme et à la soif de puissance et de profit.

Ces logiques plongent notre monde dans la barbarie. Elles sont alimentées par des pouvoirs oligarchiques, populistes et xénophobes, et parfois ouvertement fascistes comme celui incarné aux États-Unis par Trump et Elon Musk. Les nouvelles technologies et le pouvoir des réseaux sociaux donnent à cette emprise une portée nouvelle.

Comme dans les années 30, la grande bourgeoisie « préfère Hitler au Front Populaire » et ses médias diabolisent les idées et les mouvements de gauche tout en banalisant les idées d'extrême-droite. Ces idées profondément réactionnaires, faites de repli identitaire, communautaire et xénophobe, de racisme et d'antisémitisme, rappelant les

périodes les plus sombres de notre histoire, contaminent toute la société. Elles inspirent aussi la droite classique et le gouvernement où certains ministres font de la surenchère pour détourner les citoyens des vrais problèmes : le pouvoir d'achat, le logement, la santé, la dégradation des services publics.

La marche de l'extrême-droite vers le pouvoir n'est pourtant pas inexorable si les démocrates et les progressistes parviennent à s'unir dans l'intérêt commun et à proposer une autre voie. Dans ce contexte hautement inflammable et cette montée des tensions, **nous choisissons au parti communiste la voie de la Paix et de la diplomatie.**

Nous ne voulons pas que notre pays soit entraîné dans des escalades guerrières. La France est déjà le 2ème exportateur d'armes du monde, armes souvent vendues à des dictateurs et des pouvoirs qui ne respectent pas les droits humains, alimentant fatalement ainsi l'oppression, la destruction et la mort de dizaines de milliers de civils dans de nombreuses régions du monde. Notre pays investit déjà 50 milliards d'euros par an dans la Défense. Macron nous dit qu'il faudrait passer à 100 milliards par an, est-ce vraiment la priorité ?

Nous pensons que les dépenses sociales et écologiques, le retour à la retraite à 60 ans, le financement de nos services publics honteusement délaissés, les moyens pour nos

collectivités locales de répondre aux besoins de la population, doivent passer avant le surarmement, y compris dans le domaine du nucléaire militaire et de ses armes de destructions massives que nous voulons abolir.

De plus en plus de Français connaissent la pauvreté, les restrictions, - même quand ils travaillent - le mal-logement, la difficulté d'accéder aux soins : ce n'est pas une fatalité, à condition de partager les richesses, et de changer nos priorités, en faveur de l'égalité des droits, du développement humain, et de la coopération internationale. Cela passe par une remise en cause du cadre budgétaire austéritaire imposé dans le cadre européen, par une grande réforme fiscale et par une réorientation massive de l'argent public. Au lieu de cela, nous apprenons que le gouvernement se prépare à un nouveau tour de vis de 40 milliards de réduction de dépenses publiques et sociales.

**Ensemble pour la France
des Jours Heureux,
je rejoins le parti de l'humain d'abord !**

Le Parti Communiste dans le Finistère, ce sont 850 adhérent-es réparti-es dans 12 sections locales, mobilisé-es pour un même combat : celui de l'égalité des droits, de la justice sociale et de la dignité humaine face à la domination de la finance et du capitalisme.

Nous agissons pour une transition écologique qui n'oublie pas le social, pour la paix, l'internationalisme et la fraternité. Partager les richesses, défendre les biens communs, garantir une maîtrise publique des grands moyens de production, d'échange et des biens essentiels à la vie : autant de combats que nous menons ensemble, au service de toutes et tous.

Entre 2023 et 2024, 104 Finistérien-nes ont rejoint le PCF. Depuis le 1er janvier 2025, 15 nouvelles adhésions ont déjà été enregistrées.

Et vous, si vous adhérez au Parti Communiste ?



Pour une Sécurité sociale à 100 %, notre bien commun essentiel.

Il y a 80 ans, en octobre 1945, Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail, sur la base du programme Conseil National de la Résistance, a créé la SÉCURITÉ SOCIALE.

L'objectif était de répondre aux besoins de la population en matière de santé, vieillesse, décès, invalidité et accidents du travail, basé sur les principes d'universalité et de solidarité. Principes selon lesquels « chacun reçoit selon ses besoins et cotise selon ses moyens ».

Cela impliquait plusieurs déclinaisons de ces principes :

- Unité du système : protection sociale unique non soumise à la concurrence du privé
- Universalité : ce système bénéficie à chacun-e de façon égalitaire, en fonction des besoins de santé démocratique : gestion par ceux qui financent le système par les richesses qu'ils créent
- Solidarité intergénérationnelle
- Un financement basé sur la cotisation sociale des salariés et des employeurs, le prélèvement des richesses produites par le travail

La politique de la sécurité sociale est une question majeure aujourd'hui et pour l'avenir, que les forces politiques libérales et sociales-libérales cherchent à détruire ou à dénaturer depuis des décennies. Chacun peut aujourd'hui le constater, notre sécurité

sociale, notre premier service public est malade des mauvais choix politiques ayant favorisé la privatisation et la financiarisation.

- Difficultés ou impossibilité d'avoir accès à ses droits en raison de la dématérialisation du tout numérique, inégalité d'accès aux soins, déserts médicaux urgences des hôpitaux fermés ou saturés, sous-traitance, privatisations d'activités hospitalières.
- Baisse et suppression de remboursements, mise en place de forfaits, augmentation continue et insupportable des tarifs de mutuelles ou assurances complémentaires santé.
- Secteur de la recherche médicale et du médicament livré aux appétits financiers des laboratoires pharmaceutiques privés dont les profits des actionnaires sont financés par la Sécurité sociale, au préjudice de son équilibre des comptes.
- Insuffisance du financement public et solidaire de la prise en charge du vieillissement de la population et de la perte d'autonomie (EHPAD, aide à domicile).

La Sécurité sociale souffre d'un manque de financements criant. La privation de recettes de la Sécurité sociale est le cœur du problème : exonérations de cotisations sociales patronales, exemptions sur l'intéressement, les primes, les dividendes...

Nous avons les moyens et la possibilité de refonder sur ses valeurs d'origine la Sécurité Sociale en développant le 100% Santé à partir d'un système solidaire obligatoire assis sur la cotisation et géré par les usagers et les travailleurs. C'est urgent.

Ventes solidaires de légumes du PCF

De nombreuses sections et fédérations du PCF pratiquent de la solidarité concrète sans interruption depuis des décennies, notamment en région parisienne, en Picardie, dans le Nord, dans le Centre et le Sud de la France : vente de fruits et légumes à prix coûtant, vacances ou sorties à la mer pour les enfants, aide aux devoirs, vente de fournitures scolaires.

Dans le Finistère, les communistes ont décidé de s'y mettre aussi **en vendant des fruits et légumes bio ou d'agriculture raisonnée, des produits**



frais et sains, à tout petit prix, dans les quartiers populaires. C'est la cellule de Landerneau qui a commencé il y a deux ans, suivie par la section du PCF Relecq-Kerhuon et la section du pays de Morlaix du PCF qui a organisé six ventes de légumes de grande qualité d'un GAEC de Roscoff à prix coûtant et à petit prix dans des quartiers populaires de Morlaix – Bakounine et la

Vierge Noire – ces six derniers mois. À chaque fois, ces événements de solidarité font le plein et sont très fédératrices.

Elles permettent d'aider concrètement les citoyen-nes à manger bien et sainement dans un contexte d'inflation et de pouvoir d'achat très limité pour une grande partie de notre population. Nous avons aussi le plaisir de travailler en direct avec des agriculteurs qui soutiennent notre démarche qui va être étendue prochainement à d'autres sections, comme celle de Carhaix-Huelgoat.



Un parti pris de solidarité concrète

En plus de nos 10 ventes solidaires de légumes ces douze derniers mois, avec l'aide de nombreux militant-es, de la fédération du PCF Finistère et de plusieurs sections, les communistes finistériens ont versé 2500 euros pour les déplacés du Liban, victimes de l'agression de l'armée israélienne, dans la ville de Doha el Hoss, au sud de Beyrouth, afin d'acheter des réchauds, des kits cuisine, des matelas, des vivres pour les réfugiés.

Fin 2024, les communistes finistériens ont également fait **don de 3000 euros au Secours Populaire** au profit de l'aide aux sinistrés du **cyclone Chido à Mayotte**, le 101^e département français, où 77 % vit en dessous du seuil de pauvreté.

De nombreuses sections et militant-es participent aussi à la solidarité tout au long de l'année avec le Secours populaire, avec des associations de **soutien aux réfugiés**, avec le peuple palestinien via le soutien aux projets de l'AJPP⁽¹⁾ ou de l'AFPS⁽²⁾, ou pour la défense de la presse libre et indépendante des puissances d'argent, voulant porter haut les idées de la gauche, les intérêts des travailleurs-euses et la dynamique du mouvement social, avec le soutien au journal communiste L'Humanité.

1 - Association pour le Jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises
2 - Association France Palestine Solidarité

Paupérisation et sabotage de l'enseignement supérieur, université et recherche.

Pas une fatalité, mais des choix politiques

Si la France est reconnue à l'étranger pour ses universités publiques, le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche subit les dégâts provoqués par les politiques néolibérales appliquées depuis plusieurs décennies - l'on pense notamment à la loi d'autonomisation des universités connue comme la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) adoptée en 2007.

À la fin de l'année 2024, personnels et étudiant-es des universités françaises se sont mobilisé-es pour protester contre le projet de loi de finance 2025 du gouvernement Bayrou finalement adopté par 49.3, annonçant **2 milliards de déficit** dans les universités et **7,7 milliards de crédit impôt** recherche distribués aux entreprises sans critère, sans contrôle, sans contrepartie. Aujourd'hui, une soixantaine d'universités sur 74 sont en déficit alors qu'Emmanuel Macron s'apprête à dépenser (à crédit) 100 milliards d'euros supplémentaires de réarmement en levant les règles d'austérité pour les dépenses militaires, au détriment des dépenses sociales et écologiques.

À Brest, les Jeunesses Communistes du Finistère dénoncent depuis plusieurs mois le sous-financement de l'**Université de Bretagne Occidentale**, son **déficit de 7.000.000 d'euros**, la fermeture de formations et la **précarité étudiante**. De manière globale, la réduction drastique des coûts de l'enseignement supérieur laisse des bâtiments dans un état vétuste, implique la suppression de postes de titulaires et le recours massif aux emplois vacataires.

En 2021-2022, les vacataires ont enseigné un total de 4,7 millions d'heures de travaux dirigés, soit l'équivalent de 24350 enseignant-es-chercheur-es à temps plein. **Le nombre de vacataires dans les universités françaises a augmenté de 30 à 50% en huit ans.** Rémunéré-es à 44 euros bruts de l'heure, l'heure de cours équivaut à 4 heures de préparation. En ne prenant



La JC manifestant à l'Université de Brest le 8 octobre dernier

pas en compte ce temps de préparation, leur rémunération se situe donc en dessous du smic horaire. La vacation est un contrat de travail qui rémunère à la tâche (pas de congés payés, pas d'indemnités de fin de contrat) et bien que la mensualisation des paiements soit devenue obligatoire lors de l'adoption de la loi de programmation de la recherche (LRPP) en 2020, nombreux-ses sont les vacataires qui doivent patienter plusieurs mois avant de toucher leur salaire. Les conditions d'enseignement des titulaires se sont aussi fortement dégradées : les heures supplémentaires qu'ils-elles réalisent équivalent à 17000 postes de titulaires qui pourraient être proposés à de jeunes chercheur-es.

Autre point d'alerte : en février dernier, le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCRES) a été soupçonné de fraude lors des évaluations rendues sur les formations universitaires Licences et Masters impliquant la fermeture de formations essentiellement sur des territoires moins favorisés. Écrasée par la **gestion capitaliste néolibérale du droit d'accès à l'éducation supérieure, quelles perspectives d'émancipation et de lutte contre les inégalités sociales et économiques** l'université publique précarisée laisse-t-elle à nos jeunes concitoyen-nes ? Aux enseignant-es ? À la société toute entière ?



L'AGENDA

Jeudi 1^{er} Mai :

Après les manifestations de l'intersyndicale auxquelles les communistes se joindront, 2 événements sont prévus :

- **59^e Fête du Viaduc du PCF Pays de Morlaix à la salle polyvalente du bourg de Ploujean sur la commune de Morlaix, de 12h à 18h** (Repas, Concerts, Stands...)
- **Fête du PCF à Brest à partir de 12h au patronage laïque Le Gouill**

Jeudi 8 Mai :

Le PCF appelle à se mobiliser avec le CIAN (Comité pour l'interdiction des armes nucléaires) à **Brest à partir de 14h** au départ de la place de la Liberté.

À Tredudon-le-Moine dans les Monts d'Arrée à 17h : le PCF Finistère prend l'initiative d'un rassemblement ouvert à tous pour la Paix, contre le fascisme, pour la défense de l'héritage social et démocratique de la Résistance et du programme du Conseil National de la Résistance à Tredudon-le-Moine, en Berrien, devant la plaque d'hommage au 1^{er} village résistant de France.

Samedi 17 mai :

Repas républicain du PCF Pays Bigouden au Château de Kergoz au **Guilvinec à 12h.**

Samedi 19 juillet :

À partir de 12h et toute l'après-midi : Fête du Travailleur de la Mer organisé par le PCF Pays Bigouden à **Lesconil**

Mercredi 20 août :

À partir de 12h et toute l'après-midi : Fête du Travailleur Bigouden organisé par le PCF aux **halles de Loctudy** devant la mairie

Du Vendredi 12 au Dimanche 14 sept :

90^e fête de l'Humanité à **Plessis-Pâté / Bretigny-sur-Orge dans l'Essonne.** Possibilité de se procurer une vignette militante donnant un droit d'entrée pour les 3 jours auprès des militant-es communistes des sections du Finistère (seulement 45€)

Défendons nos pêcheurs et la filière halieutique

Le PCF s'élève contre les déclarations péremptoires de l'ONG Bloom à l'encontre des chalutiers de nos ports qui travailleraient à l'intérieur des aires marines protégées.

Ces allégations omettent que des progrès sensibles ont été réalisés pour la préservation de la ressource principalement au niveau du chalutage grâce aux nouvelles techniques de pêche et à la volonté des marins de toujours mettre en œuvre les outils les mieux appropriés pour capter la ressource. Selon le baromètre IFREMER, près de 60 % des volumes de poissons débarqués en 2023 proviennent de populations exploitées conformément aux normes du rendement maximum durable (RMD). A titre de comparaison, en 2000, 18 %.

Les résultats s'améliorent, **les mesures engagées** (quotas de pêche, restriction du nombre de bateaux, nouvelles réglementations) **portent leurs fruits**, mais il faut poursuivre les efforts collectifs pour **tendre vers les 100 % de biomasse pêchée durablement**.

Cependant, il faut aussi nuancer ce bilan, car la surpêche concerne encore 1/5^e des volumes. **Treize populations de poissons sont considérées effondrées**, dont la sole en Manche et le merlu en Méditerranée.

Par ailleurs, même si les espèces de poissons sont exploités durablement, elles restent fragiles à cause du dérèglement climatique, du réchauffement des océans, de l'acidification des eaux et de l'activité humaine terrestre engendrant toutes sortes de pollutions charriées par les cours d'eau. Ces pollutions influent directement sur le développement des œufs et des larves. Et à ce niveau, le chalutage n'est en rien responsable. De plus, l'ONG amalgame la pêche côtière, la pêche hauturière et la pêche industrielle capitaliste, spéculative, propriété de multinationales, principalement hollandaises et dont l'objectif est le profit.



Fabien Roussel, Léon Deffontaines, et Amar Bellal à la rencontre de la filière halieutique du pays bigouden le 24 mars 2024 pour la campagne Européennes.

Or la pêche côtière et hauturière au chalut sont des pratiques vertueuses, soucieuses de suivre les protocoles réglementaires et l'évolution des techniques, différemment du segment de la pêche industrielle qui capte une ou deux espèces à la fois (maquereaux, harengs, anchois), de façon massive en toute légalité au regard de la réglementation européenne mais en dégradant la biomasse et la chaîne alimentaire.

Si le chalutage disparaissait de nos ports toute l'économie des territoires concernés serait impactée, notre souveraineté alimentaire souffrirait grandement et les importations issues de pays moins vertueux risqueraient de croître encore.

Pour toutes ces raisons, **les communistes estiment que la principale menace n'est pas le chalutage pratiqué de façon raisonné par nos marins mais bien la pêche industrielle menée sans discernement au profit de grandes multinationales**, au détriment de la ressource et des habitats marins.

La section du PCF Pays Bigouden, notre conseillère régionale communiste de Bretagne Gladys Grelaud, et notre secrétaire national Fabien Roussel sont intervenus dans ce sens.

Pétition pour défendre la peine d'inéligibilité des élus

Marine Le Pen et plusieurs dirigeants du Rassemblement National viennent d'être condamnés en première instance à des peines d'inéligibilité et ont annoncé contester ce jugement qu'il soit ou non confirmé en appel !

Marine Le Pen, huit anciens eurodéputés du Rassemblement National et d'autres cadres de ce parti, sont **reconnus coupables de détournement de fonds publics** et la dirigeante d'extrême-droite est condamnée à une peine de **quatre ans d'emprisonnement dont deux ans ferme**, aménageable avec un bracelet électronique, à **100 000 euros d'amende**, et à **cinq ans d'inéligibilité**, avec exécution provisoire.

La justice a rendu son verdict et sa décision s'impose à tous et toutes.

La République a toujours été et demeure un combat. La France a progressé et rayonné chaque fois qu'elle a porté haut les valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité.

Parce que la République ne peut tolérer que des personnes condamnées pour des faits graves siègent dans nos institutions, **la peine d'inéligibilité est une garantie démocratique indispensable. Elle protège l'intégrité de notre vie publique.**

Aujourd'hui, cette peine est applicable à un certain nombre d'infractions liées à la probité ou à la violence : corruption, prise illégale d'intérêts, détournement de fonds, favoritisme, fraude fiscale, violences, agressions sexuelles...

C'est un acquis à défendre avec force ! Elle doit même aller plus loin.

Nous réclamons, dans le sens d'une proposition déposée par Fabien Roussel à l'Assemblée Nationale, et dans le prolongement de la loi sur la presse et de la loi Gayssot (qui réprime l'incitation à la haine raciale et la négation des crimes contre l'Humanité), **que soit rendue inéligible toute personne condamnée pour racisme ou antisémitisme.**

Signez la pétition du PCF



www.pcf.fr/ineligibilite